

*Les subsides*

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, les députés d'en face ont fait, ce matin et cet après-midi, des discours et des observations très intéressants à entendre. Ils ont parlé de tout, sauf du sujet et de la motion à l'étude. Je sais que des personnes dans les tribunes se demandent sur quoi porte le débat. La motion se lit comme suit:

Que, de l'avis de la Chambre, l'adjudication sans appel d'offres d'un contrat au beau-frère de l'actuel ministre des Finances par le gouvernement du Canada constitue un geste inacceptable.

Voilà quel est le sujet du débat. Cette motion n'est pas une attaque contre la famille. Elle ne réclame pas que pour toute la durée de la carrière politique des députés ou des ministres de la Couronne, leurs père, mère, frères, sœurs ou cousins soient envoyés en exil en Sibérie.

La motion dit nettement que les responsables d'un ministère ne doivent pas accorder de contrat sans appel d'offres au beau-frère du titulaire de ce même ministère. Le contrat en question n'a pas été conclu avec un autre organisme ou un autre ministère que celui du ministre. Voilà ce qui s'est produit en l'occurrence.

Mes collègues du NPD et nous du parti libéral avons tenté toute la semaine d'obtenir une réponse du gouvernement à ce sujet. Nous avons demandé au gouvernement s'il croyait que c'était une façon acceptable d'agir, mais nous n'avons jamais eu de réponse directe. Nous avons parlé du gouvernement de la Saskatchewan, du gouvernement du Québec et de tous ceux qui ont existé au cours de notre histoire. Mais il n'a pas été question du cas qui nous occupe, du moins pas du côté ministériel.

J'en suis venu à la conclusion que l'impossibilité de tirer une réponse des députés ministériels en dit long sur leur attitude. Qui ont été les grands apologistes du gouvernement? D'abord le premier ministre (M. Mulroney) qui a répondu à des questions tout au long de la semaine. Le vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale (M. Nielsen) a souvent pris la parole à la Chambre cette semaine. Et bien sûr aussi le ministre des Approvisionnements et Services (M. Andre). Il a eu beaucoup à dire. La ministre d'État (Finances) (M<sup>me</sup> McDougall) est intervenue pour la première fois aujourd'hui. Elle a parlé de bicyclettes et de remises à bicyclettes et j'ignore au juste quel était le lien avec notre affaire.

Parlons des principaux défenseurs. Permettez-moi de citer un député qui est intervenu dans cette enceinte le 21 juin 1963. C'est un député extrêmement connu qui parlait alors du népotisme et des contrats sans appel d'offres. Le vice-premier ministre sourit. Qu'a-t-il dit alors? Il a déclaré ceci, comme en témoignage la page 1434 du *hansard* du 21 juin 1963:

Je dis même que c'est de la corruption, car ce n'est ni plus ni moins qu'un pot-de-vin qu'on offre à des amis politiques pour l'aide apportée à un parti. On recourt encore une fois au favoritisme dans le territoire du Yukon afin de récompenser les amis du parti. Je dis aux députés ministériels qu'il nous faut remettre à l'honneur l'ancienne pratique qui consiste à demander des soumissions pour tous les travaux et les services publics afin de supprimer entièrement cette pratique détestable du favoritisme. Elle n'a pas sa raison d'être et, à mon avis, tous les Canadiens ont également le droit de soumissionner pour tous les travaux ou services publics que le gouvernement veut faire exécuter.

**M. Gauthier:** Qui a dit cela?

**M. Tobin:** Le vice-premier ministre.

**M. Gauthier:** Vous plaisantez!

**M. Tobin:** Pas du tout. Je suis très sérieux.

Nous savons tous quelle est—ou était—sa position. Je regrette qu'il ait perdu de son innocence entre 1963 et 1985. Il est incroyable de voir ce que sont devenus ses principes élevés, ses valeurs et ses positions après 22 ans dans cette enceinte.

Nous sommes témoins ici de la perte de son innocence par un député. En 1961, dans un article publié dans *Maclean's* et intitulé «The Young Canadians», on interviewait une jeune étoile prometteuse sur la scène politique canadienne, le premier ministre, qui était étudiant à l'époque. Dans cet article de 1961, on lui a demandé que serait la position d'un premier ministre, à l'avenir, face au népotisme. Il a déclaré alors:

Je crois que son attitude sera bien différente de celle des gens au pouvoir à l'heure actuelle.

Bien entendu, c'était M. Diefenbaker qui était au pouvoir en 1961. Le premier ministre prévoyait un changement.

En 1976, dans le magazine *Saturday Night*, quels propos tenait le même jeune homme prometteur, le premier ministre, qui était alors candidat à la direction du parti progressiste conservateur du Canada? Comment ses opinions avaient-elles changées, suite à son association avec le parti conservateur? Voici ce que dit le magazine:

Quinze ans plus tard, au cours de sa première campagne à la direction, il s'est plu à citer les paroles du sénateur Allister Grosart, l'ancien adjoint de Diefenbaker qui disait: «Ce que notre parti veut, c'est pouvoir se partager cette maudite assiette au beurre.»

Nous voici donc en 1985 et les conservateurs se partagent en effet cette—je n'utiliserai pas ce langage déplacé—assiette au beurre.

Que disaient les conservateurs en 1984, quelques mois à peine avant de prendre le pouvoir? Le ministre des Approvisionnements et Services a déclaré dans cette enceinte que son gouvernement saurait garder les mains nettes. Qu'a-t-il dit? Eh bien, voici ce qu'il a dit: «Un gouvernement progressiste conservateur remplacerait graduellement...». Le député était alors dans l'opposition. Je poursuis la citation: «... par des conservateurs chacune des 3,300 personnes nommées par le cabinet libéral à des commissions, offices et sociétés de la Couronne fédérale.

● (1540)

Comment le premier ministre a-t-il réagi quand il a appris que ces propos avaient été tenus par le député de Calgary-Centre? A-t-il été bouleversé? S'est-il dissocié de celui qui est aujourd'hui ministre des Approvisionnements et Services? Voici ce qu'il a dit, monsieur le Président: «Holà! Andre ne sait pas compter. Ce ne sont pas 3,300 mais bien 3,600 titulaires libéraux que nous remplacerons par des conservateurs». Voilà ce que le premier ministre a dit. Le 9 juillet 1984, à une conférence de presse, il a aussi déclaré: «Les frères et les beaux-frères sont nommés à des postes dans tous les domaines». C'est scandaleux.